

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.94
15 février 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE L'UNION REGIONALE DES SYNDICATS CGT DU DIAMARE
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

DIAMARE
21
MAROUA

MAROUA, 29 octobre 1954

Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de M A R O U A

0019/USCC/URDI

Réunion syndicale

Copies à : MM. Chef Subdivision Maroua
Secrétaire Général UNATIONS
Secrétaire général U.S.C.C.
Directeur Sureté du Cameroun

Monsieur le Commandant,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le dimanche 31 octobre 1954, l'Union Régionale des Syndicats du DIAMARE donnera une conférence dans un lieu privé à Domayo au domicile d'un Camarade.

J'ai tenu à vous tenir informé pour que vous puissiez prendre vos dispositions afin d'assurer l'ordre public, parce que le 17 octobre écoulé, lorsqu'un attentat fut monté contre nous, il n'y avait malheureusement aucun agent de la force publique pour rétablir l'ordre troublé.

D'autre part, il semble que la liberté syndicale est sinon inexistante ici du moins pincée puisque pour des considérations "traditionnelles" on oblige aux ouvriers non seulement de ne pas porter les insignes de la C.G.T. mais aussi de ne pas assister aux réunions, alors que telle n'est pas l'interprétation de la

55-04163

loi du 15 décembre 1952 instituant le Code du Travail outre-mer, car nulle part dans ce code il n'est prévu qu'un chef coutumier au nom d'une "tradition" pourra interdire aux travailleurs de sa race le droit de choisir le syndicat de leur choix. Ensuite, il ne peut être admis que sur un Territoire où flotte le drapeau de la République des restrictions soient apportées à l'exercice des libertés individuelles.

J'ose donc espérer que les incidents du 17 octobre n'oseront plus se produire au mépris de la loi.

Veuillez agréer, Monsieur le Commandant, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Secrétaire Général
LE CONSEILLER JURIDIQUE,

(signée) Félix-Roland MOUMIE
